



Élargissement des BRICS : quelles conséquences potentielles pour l'économie mondiale ?

Le 1^{er} janvier 2024, le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) s'est élargi à cinq nouveaux pays. Il s'agit d'une nouvelle étape dans le développement de cette entité. Cet élargissement conforte le poids économique et démographique des BRICS. Toutefois, l'hétérogénéité des pays membres ainsi que la faible intégration commerciale au sein du groupe limitent la capacité de ce dernier à influencer le fonctionnement des échanges mondiaux et le système monétaire international. À ce stade, cet élargissement permet donc surtout de souligner l'attrait de cette enceinte pour les pays émergents et en développement, qui y voient un forum d'expression de la voix du « Sud global », et contribue à positionner l'ensemble élargi, les BRICS+, comme un acteur important de la gouvernance économique mondiale.

Amandine AFOTA, Valentin BURBAN, Pavel DIEV, Fabio GRIECO, Théo IBERRAKENE, Karine ISHII, Margarita LOPEZ FORERO, Quentin PAUL, Frank SAMMETH, Cécile VALADIER

Direction des Politiques européennes et multilatérales
Service des Relations monétaires internationales

Codes JEL
F02, F21,
G15

36 %

la part en 2022 des BRICS+ dans le PIB mondial en parité de pouvoir d'achat

86 %

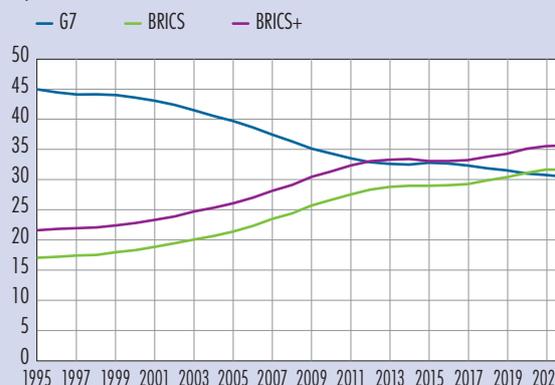
le poids de la Chine dans la production mondiale de terres rares lourdes en 2021

25 %

la part des BRICS+ dans les exportations mondiales en 2021

Évolution des parts du G7, des BRICS et BRICS+ dans le PIB mondial, en parité de pouvoir d'achat

(en %)



Note : Les BRICS comprennent les pays suivants : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Les BRICS+ comprennent également l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite, l'Iran et les Émirats arabes unis.

Sources : Fonds monétaire international ; calculs Banque de France.



1 Des BRICS aux BRICS+ : un élargissement qui permet de conforter la concertation et le poids socioéconomique du groupe

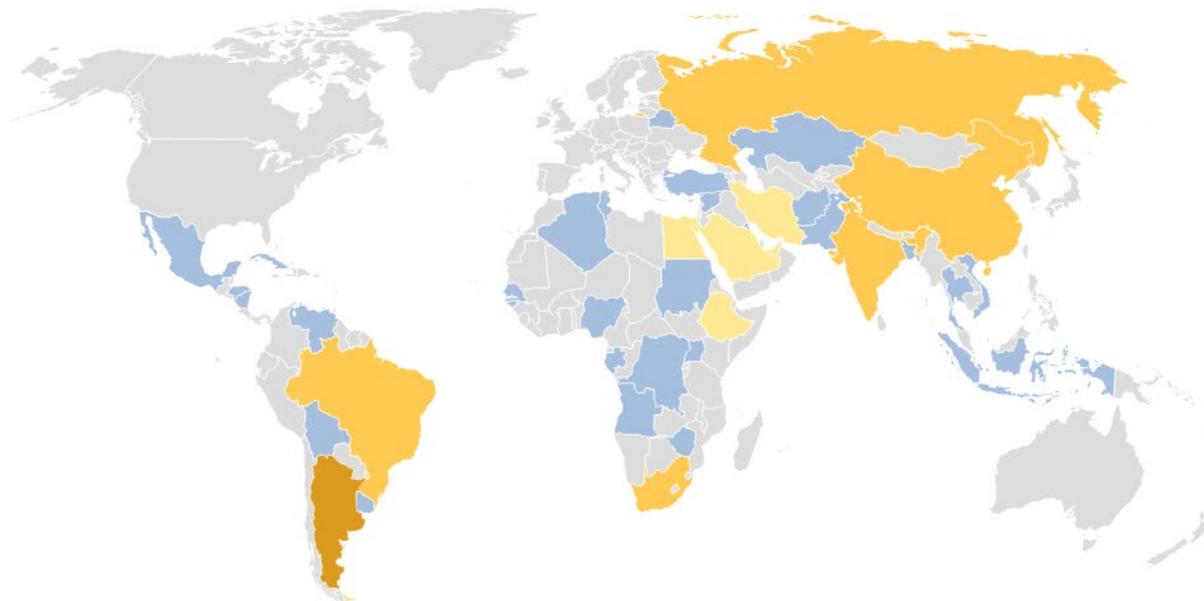
L'élargissement, une nouvelle étape dans l'affirmation des BRICS sur la scène internationale

L'élargissement au 1^{er} janvier 2024 des BRICS à cinq nouveaux pays marque une nouvelle étape dans l'émergence de ce groupement de pays en tant que force économique et politique. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) sont progressivement passés d'un acronyme économique et financier (O'Neill, 2001) à un groupement plus politique. En particulier, depuis 2009, les quatre pays fondateurs, rejoints en 2011 par l'Afrique du Sud, se réunissent formellement à l'occasion des Sommets

des chefs d'États et de gouvernements. Une nouvelle étape a été franchie lors du XV^e Sommet des BRICS à Johannesburg (22-24 août 2023), à l'issue duquel six nouveaux pays émergents et en développement (Argentine, Égypte, Éthiopie, Iran, Arabie saoudite et Émirats arabes unis) ont été invités à rejoindre les BRICS, à partir du 1^{er} janvier 2024 (cf. carte). Toutefois, après les élections présidentielles qui ont porté Javier Milei au pouvoir en décembre 2023, l'Argentine n'a pas donné de suite favorable à cette invitation¹. Le nouveau groupe « BRICS+ », par son élargissement, augmente ainsi son poids économique et politique mondial et entend promouvoir, selon les termes de la déclaration (XV^e Sommet de Johannesburg, 2023), la coopération, la solidarité et les partenariats stratégiques au sein du « Sud global »² dans un esprit d'engagement pour un multilatéralisme plus inclusif.

L'élargissement des BRICS au 1^{er} janvier 2024

■ BRICS ■ Nouveaux membres (BRICS+) ■ Pays candidats ■ Pays invité ayant refusé l'adhésion



Note : Les « pays candidats » renvoient aux candidats potentiels, c'est-à-dire les pays ayant déposé une demande d'adhésion ou ayant manifesté leur intérêt pour l'adhésion à août 2023.

Source : Le Grand Continent (compilation Groupe d'études géopolitiques).

1 « BRICS : Javier Milei ferme la porte à l'adhésion de l'Argentine », *Le Monde*, 29 décembre 2023.

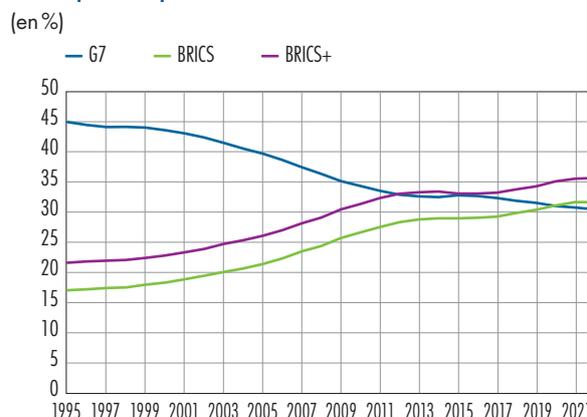
2 Popularisée dans les années 2000, l'expression « Sud global » est un concept géopolitique qui reprend l'idée de pays non alignés aux pays occidentaux. Ce terme, qui englobe donc pour l'essentiel les pays émergents et en développement, est parfois contesté car il pourrait masquer l'hétérogénéité des positionnements et des situations au sein de ce large groupe de pays.



L'élargissement conforte le poids économique et démographique des BRICS+

Les BRICS+ représentent un poids démographique et économique majeur, avec près de la moitié de la population mondiale (46 %, contre 41 % pour les BRICS), contre un peu moins de 10 % pour les pays du Groupe des sept (G7 : États-Unis, Canada, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France et Italie). Si la part des BRICS dans le PIB mondial (31,6 % en parité de pouvoir d'achat – PPA – en 2022) a déjà dépassé celle du G7 (cf. graphique 1), les BRICS+ représentent plus du tiers du PIB mondial (35,6 % en 2022). Au sein du groupe, la Chine occupe toutefois une place prépondérante : elle représente 52 % du PIB (en PPA) des BRICS+, ce qui correspond également au poids des États-Unis au sein du G7. L'écart entre BRICS+ et G7 est appelé à augmenter, en raison du dynamisme économique des pays émergents : selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), les BRICS+ représenteraient 37,6 % du PIB mondial en PPA en 2027, contre seulement 28,2 % pour le G7.

G1 Évolution des parts du G7, des BRICS et BRICS+ dans le PIB mondial, en parité de pouvoir d'achat



Note : Les BRICS comprennent les pays suivants : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Les BRICS+ comprennent également l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite, l'Iran et les Émirats arabes unis.

Sources : Fonds monétaire international ; calculs Banque de France.

Par ailleurs, l'extension des BRICS à cinq nouveaux pays augmente, selon les cas, de manière substantielle, le poids du groupe dans les exportations de matières premières énergétiques (gaz, pétrole brut et raffiné ; cf. tableau 1).

T1 Part des BRICS+ dans les exportations mondiales d'une sélection de biens en 2021

(part des exportations mondiales en %, changement en points de pourcentage)

| | | Part des exportations mondiales (%) | | | | Changement BRICS+/BRICS (pp) | Principaux exportateurs BRICS+ |
|---------------------|-----------------------|-------------------------------------|-------|-------|--------|------------------------------|------------------------------------|
| | | G7 | G7+UE | BRICS | BRICS+ | | |
| Pétrole et charbon | Pétrole brut | 18 | 19 | 15 | 36 | 21 | Arabie saoudite, Russie, EAU |
| | Gaz de pétrole | 23 | 30 | 9 | 13 | 4 | Russie |
| | Pétrole raffiné | 20 | 38 | 23 | 34 | 11 | Russie, Inde, EAU, Arabie saoudite |
| | Briquettes de charbon | 12 | 14 | 19 | 19 | 0 | Russie, Afrique du Sud |
| Alimentaire | Mais | 41 | 52 | 13 | 13 | 0 | Brésil |
| | Soja | 39 | 40 | 50 | 51 | 0 | Brésil |
| | Huile de soja | 10 | 22 | 16 | 19 | 2 | Brésil |
| | Farine de soja | 19 | 27 | 32 | 33 | 0 | Brésil |
| | Blé | 35 | 53 | 18 | 18 | 0 | Russie |
| | Riz | 10 | 14 | 41 | 42 | 0 | Inde |
| Minerai | Or | 21 | 23 | 11 | 19 | 8 | EAU, Afrique du Sud |
| | Diamant | 14 | 26 | 35 | 47 | 12 | Inde, EAU, Afrique du Sud |
| | Minerai de fer | 5 | 7 | 29 | 29 | 0 | Brésil |
| | Minerai de cuivre | 7 | 9 | 5 | 6 | 1 | ns |
| Matériaux critiques | Cobalt | 3 | 18 | 1 | 1 | 0 | ns |
| | Magnésium | 13 | 34 | 50 | 51 | 1 | Chine |
| | Nickel | 9 | 16 | 15 | 15 | 0 | Russie, Brésil |
| | Lithium | 5 | 11 | 7 | 7 | 0 | Chine |
| | Graphite | 24 | 30 | 52 | 53 | 0 | Chine, Brésil |

Notes : Le G7 rassemble les pays suivants : Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni.

Les BRICS comprennent les pays suivants : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Les BRICS+ comprennent également l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite, l'Iran et les Émirats arabes unis.

UE – Union européenne, EAU – Émirats arabes unis.

ns – non significatif : lorsqu'aucun pays exportateur appartenant aux BRICS+ n'excède 5 % des exportations mondiales.

Sources : *Observatory of Economic Complexity* (OEC) ; calculs Banque de France.



Les BRICS+ forment cependant un groupe hétérogène, à l'intégration commerciale limitée

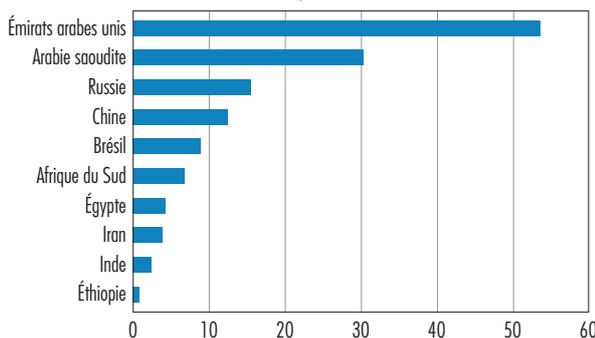
Le groupe demeure très hétérogène, à la fois en matière de PIB par habitant (cf. graphique 2) et de capacités et besoins de financement (cf. tableau 2). En effet, les pays exportateurs de pétrole (Russie et Arabie saoudite) ainsi que la Chine sont caractérisés par un solde des transactions courantes positif, c'est-à-dire une capacité de financement excédentaire de la nation. À l'inverse, les autres pays du bloc ont un solde des transactions courantes négatif. En matière de position extérieure nette, l'Égypte, le Brésil et l'Inde sont des débiteurs nets d'investissements vis-à-vis du reste du monde, contrairement aux autres

BRICS+. Enfin, concernant la dette externe, on peut noter que la Chine est un créancier important de certains autres pays du groupe, détenant une part importante de la dette extérieure de l'Éthiopie et, dans une plus faible mesure, de l'Afrique du Sud et de l'Égypte. Cependant, cela n'est pas forcément un obstacle à la coopération (les pays européens étaient ainsi fortement débiteurs des États-Unis après la Seconde Guerre mondiale).

L'intégration commerciale des BRICS+ reste par ailleurs relativement faible. Onze paires de pays seulement parmi les 45 combinaisons possibles (24%) sont engagées dans des accords commerciaux régionaux (cf. annexe 2). Le poids des partenaires commerciaux au sein des BRICS+ reste par ailleurs en général inférieur à celui des partenaires du G7. Par exemple, premier partenaire commercial de la Chine parmi les pays BRICS+, la Russie n'en est pour autant que le dixième partenaire, tous pays confondus, derrière notamment trois pays du G7³. Ainsi, si les pays des BRICS+ comptent pour environ 25% des exportations mondiales, seules 15% de leurs exportations sont destinées à d'autres pays membres des BRICS+. Le commerce entre les pays des BRICS+ représente seulement 3,7% du commerce mondial en 2021 (contre 2,9% en 2012), dont 3,2 points de pourcentage pour le groupe initial des BRICS (cf. tableau 3 *infra* et graphique 3).

G2 PIB nominal par habitant, en parité de pouvoir d'achat, en 2022

(en milliers de dollars américains)



Note : Données de 2021 pour l'Éthiopie.
Sources : Banque mondiale ; calculs Banque de France.

T2 Capacité et besoins de financement des BRICS+ en 2022

(en % du PIB)

| Pays | Solde des transactions courantes | Position extérieure nette | Dette externe |
|-----------------|----------------------------------|---------------------------|---------------|
| Arabie saoudite | 13,6 | 63,80 | 24,90 |
| Russie | 10,5 | 26,40 | 20,60 |
| Chine | 2,2 | 14,20 | 13,90 |
| Afrique du Sud | - 0,5 | 18,90 | 43,10 |
| Égypte | - 3,5 | - 52,20 | 40,90 |
| Inde | - 2,0 | - 11,80 | 16,40 |
| Brésil | - 2,8 | - 41,50 | 32,00 |
| Éthiopie | - 4,3 | nd | 18,20 |

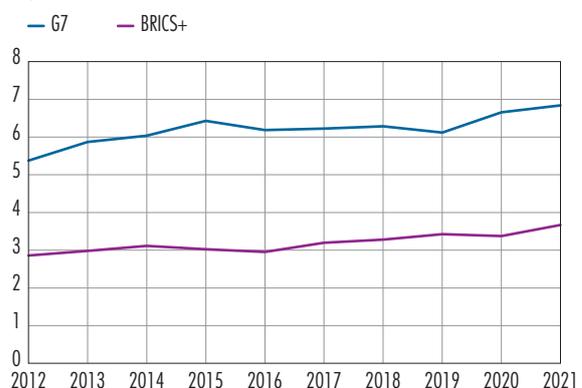
Notes : La dette externe correspond à la dette privée et publique. Pour la Russie, la position extérieure nette correspond à l'année 2021. Les BRICS comprennent les pays suivants : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Les BRICS+ comprennent également l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite, l'Iran et les Émirats arabes unis. nd – non disponible.

Sources : Fonds monétaire international (*Perspectives de l'économie mondiale* octobre 2023), Banque mondiale ; calculs des auteurs.

³ Les États-Unis (1^{er}), le Japon (3^e) et l'Allemagne (7^e).

G3 Évolution du poids des exportations des BRICS+ selon la destination G7 ou BRICS+ (en part des exportations mondiales)

(en %)



Notes : Les BRICS comprennent les pays suivants : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Les BRICS+ comprennent également l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite, l'Iran et les Émirats arabes unis.

Le G7 rassemble les pays suivants : Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni.
Sources : *Trade Data Monitor* et *United Nations Comtrade* pour les Émirats arabes unis.



T3 Répartition des exportations par destination en 2021

(en % du total)

| Pays exportateurs | Répartition selon destination | | | Poids dans les exportations mondiales | | | |
|---------------------|-------------------------------|------|----------------|---------------------------------------|------|----------------|-------|
| | BRICS+ | G7 | Reste du monde | BRICS+ | G7 | Reste du monde | Total |
| BRICS+ | 14,8 | 27,6 | 57,7 | 3,7 | 6,8 | 14,3 | 24,8 |
| Brésil | 37,0 | 20,0 | 43,0 | 0,5 | 0,3 | 0,6 | 1,3 |
| Russie | 19,3 | 22,4 | 58,4 | 0,4 | 0,5 | 1,4 | 2,3 |
| Inde | 19,6 | 28,9 | 51,5 | 0,4 | 0,5 | 1,0 | 1,9 |
| Chine | 10,2 | 32,3 | 57,5 | 1,6 | 5,1 | 9,2 | 15,9 |
| Afrique du Sud | 17,7 | 34,3 | 48,0 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,6 |
| Égypte | 20,6 | 23,0 | 56,4 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,2 |
| Éthiopie | 20,6 | 26,1 | 53,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Iran | 44,8 | 1,2 | 54,0 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,2 |
| Arabie saoudite | 40,1 | 9,2 | 50,7 | 0,1 | 0,0 | 0,2 | 0,3 |
| Émirats arabes unis | 17,9 | 4,3 | 77,8 | 0,3 | 0,1 | 1,5 | 1,9 |
| Monde | 16,9 | 33,9 | 49,1 | 16,9 | 33,9 | 49,1 | 100,0 |

Note de lecture : Parmi les exportations des pays des BRICS+, 14,8% sont destinées aux pays des BRICS+ et 27,6% aux pays du G7. Les exportations des pays des BRICS+ représentent 24,8% des exportations mondiales.

Note : Les BRICS comprennent les pays suivants : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Les BRICS+ comprennent également l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite, l'Iran et les Émirats arabes unis. Le G7 rassemble les pays suivants : Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni.

Sources : Trade Data Monitor et United Nations Comtrade pour les Émirats arabes unis.

En matière de politique monétaire et de change également, les BRICS forment un groupe bien plus hétérogène que le G7. Les pays du G7 ont tous adopté un régime de flottement libre, sans contrôle des capitaux, et avec un ciblage de l'inflation autour de 2%. Par contraste, les

BRICS+ affichent pour la plupart des régimes de change plus ou moins administrés ; et seuls quelques-uns ont recours au ciblage de l'inflation (Brésil, Inde, Russie et Afrique du Sud), avec des cibles plus élevées et plus hétérogènes que le G7.

ENCADRÉ 1

Un rôle clé dans la transition vers une économie bas carbone et la préservation de la biodiversité

Le groupe BRICS+ représente en 2021 environ 50% des émissions annuelles mondiales de gaz à effet de serre et a une intensité carbone du PIB plus élevée que la moyenne mondiale (*Global Carbon Project, 2022*). Quinze des trente-six points chauds de biodiversité ¹ (*biodiversity hotspots*) mondiaux se situent partiellement ou entièrement dans les pays du groupe BRICS+, et quatre d'entre eux sont liés aux nouveaux membres. Par comparaison, neuf points chauds se situent partiellement ou entièrement dans des pays du G7 (principalement aux États-Unis et en France).

En ce qui concerne la production de matières premières critiques, parmi les trente matières premières critiques identifiées par la Commission européenne en 2020 ², les membres des BRICS+ contribuent, pour certains considérablement, à leur extraction ou transformation (cf. tableau 1). Toutefois, l'élargissement des BRICS ne modifie que marginalement le poids du groupe concernant la production de matières premières critiques, compte tenu de la faible production des pays nouvellement admis. Parmi les plus grandes dépendances, on peut noter en ordre décroissant : niobium (Brésil 92% de la production mondiale), magnésium (Chine 89%), terres rares lourdes (Chine 86%), bismuth (Chine 85%) et platinoïdes (Afrique du Sud 84%).

¹ Un « point chaud de biodiversité » (Myers *et al.*, 2000) est une zone biogéographique, terrestre ou marine, regroupant au moins 1 500 espèces de plantes vasculaires « endémiques » et qui a perdu 70% de sa végétation primaire.

² Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, 3 septembre 2020 : *Résilience des matières premières critiques : la voie à suivre pour un renforcement de la sécurité et de la durabilité*.



2 Les BRICS+ au sein de la gouvernance économique mondiale

Les BRICS+ regroupent des pays éloignés sur le plan géopolitique

L'unité géopolitique des BRICS+ apparaît fragile. Elle est évaluée au moyen d'un indicateur de distance géopolitique (cf. encadré 2). Nos résultats confirment que la distance géopolitique des membres des BRICS avec les États-Unis ou l'Union européenne (UE) varie de manière importante au sein du groupe (cf. graphique 4), ce qui met en évidence une hétérogénéité dans leurs positions géopolitiques. De plus, on constate que l'élargissement aux BRICS+ a augmenté la distance géopolitique moyenne vis-à-vis des États-Unis et de l'UE. Cela est lié à l'inclusion de l'Iran, qui a la distance géopolitique la plus élevée du groupe BRICS+ avec les États-Unis et l'UE, et plus généralement de l'ensemble des nouveaux membres qui ont tendance à avoir une distance géopolitique avec les États-Unis et l'UE dans la fourchette haute de celle du groupe BRICS initial.

Par ailleurs, certains membres des BRICS+ peuvent avoir de profondes dissensions entre eux sur un certain nombre de dossiers, notamment pour les États dont

la proximité géographique peut générer un degré de rivalité au niveau régional.

ENCADRÉ 2

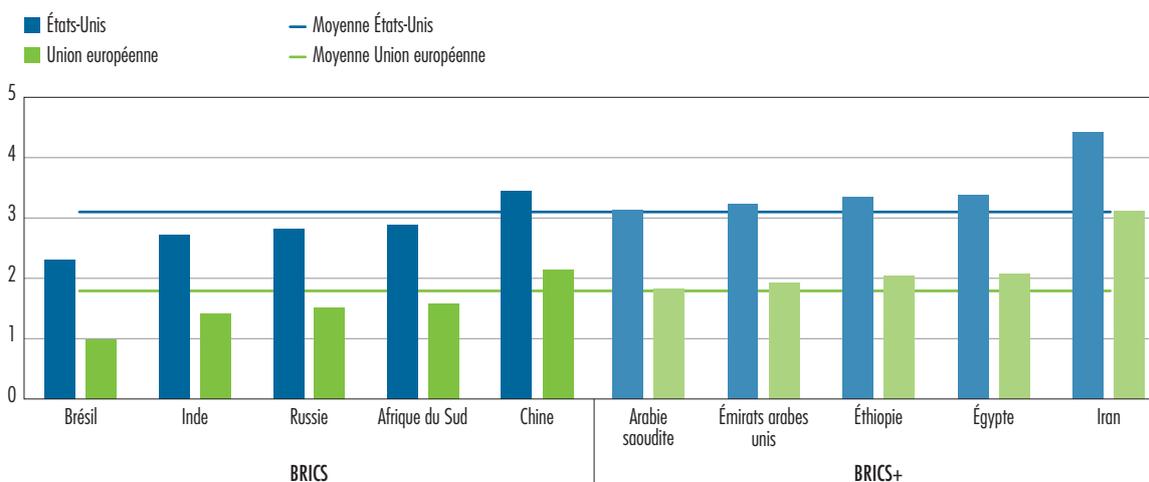
Construction d'un indicateur de distance géopolitique

Pour quantifier les distances géopolitiques entre membres, nous avons recours à une base de données des votes à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (Voeten *et al.*, 2023). Celle-ci s'appuie sur un modèle économétrique spatial unidimensionnel avec indicateur de « point idéal » issu de Bailey *et al.* (2017). Cet indicateur se base donc sur les votes au sein d'une enceinte particulière ayant ses logiques spécifiques et pour une période donnée (à savoir l'année 2022 ici). Partant de là, il représente un proxy plus qu'une quantification précise de la distance géopolitique entre les États. Plusieurs travaux récents sur la fragmentation géoéconomique¹ s'y réfèrent toutefois. Plus le coefficient associé à une paire d'États est élevé, plus la distance géopolitique serait importante.

¹ Cf. FMI (2023a), FMI (2023b), Bolhuis *et al.* (2023) et Javorcik (B. S.) *et al.* (2023).

G4 Distance géopolitique des BRICS+ avec les États-Unis et l'Union européenne

(score)



Note de lecture : Plus la distance géopolitique d'un pays avec les États-Unis ou l'Union européenne est élevée, plus son score est important. Par exemple, avec un score proche de 3 pour les États-Unis et de 2 pour l'Union européenne, l'Arabie saoudite est plus éloignée des États-Unis et de l'Union européenne que le Brésil, avec un score d'environ 2 et 1 pour, respectivement, les États-Unis et l'Union européenne.

Note : La période étudiée est celle de l'année 2022 pour tenir compte du choc géopolitique lié à l'invasion russe en Ukraine.

Sources : Voeten *et al.*, 2023 ; calculs Banque de France.



En miroir du G7, les BRICS+ pourraient constituer un forum de concertation pour peser davantage dans la gouvernance économique mondiale en s'érigeant en porte-parole du « Sud global »

L'élargissement aux BRICS+ pourrait renforcer le dialogue entre pays émergents en matière de gouvernance économique mondiale, en particulier parmi les six pays également membres du G20. Sans remettre en cause le rôle du G20 comme premier forum multilatéral en matière de coopération économique et financière, la déclaration de Johannesburg indique clairement parmi ses objectifs de mieux faire entendre la voix du « Sud global » (cf. paragraphe 30). En cohérence avec cet objectif, et grâce à l'appui éventuel de l'Arabie saoudite et aussi de l'Égypte et des Émirats arabes unis (pays invités par la présidence brésilienne du G20 pour l'année 2024), les BRICS+ pourraient devenir une forme d'« antichambre » du G20 (Arthur *et al.*, 2023). Ils pourraient ainsi aligner leurs positions autour de thèmes précis tels que le développement des infrastructures (soutien à une approche non conditionnelle centrée sur le modèle de la *Belt and Road Initiative*), les politiques économiques, les politiques climatiques ou en proposant une lecture différente des conséquences économiques engendrées par les sanctions vis-à-vis de la Russie. Forte d'une légitimité renforcée grâce à l'arrivée de nouveaux membres, la capacité des BRICS+ à peser au sein du G20 dans son ensemble pourrait donc se renforcer, en dépit de la faible intégration économique du groupe, de ses intérêts économiques divergents et de son manque d'unité géopolitique.

Combiné à l'élargissement, le calendrier favorable dont bénéficient les BRICS+ au niveau du G20 accroît dans une certaine mesure la capacité du groupe à porter les revendications du « Sud global ». Les trois présidences successives pour la période 2023-2025 (la « troïka ») sont des BRICS+ (l'Inde en 2023, le Brésil en 2024 et l'Afrique du Sud en 2025), conférant ainsi au groupe un certain pouvoir d'agenda. À ce titre, alors que le Brésil occupe la présidence du G20 depuis le 1^{er} décembre 2023, ses trois priorités (lutte contre la faim et les inégalités, financements pour la lutte contre le changement climatique, réforme de la gouvernance internationale) résonnent avec des axes de revendications portés par les pays en développement

et par les BRICS+ eux-mêmes. En particulier, sur le sujet de la gouvernance internationale (troisième priorité de la présidence brésilienne), la réforme des institutions de Bretton Woods, pour octroyer une place plus importante aux économies émergentes et en développement, constitue un chantier commun prioritaire des BRICS+ (cf. paragraphe 10 de la déclaration de Johannesburg). Dans l'immédiat cependant, le passage des BRICS aux BRICS+ ne semble pas marquer un changement fort en matière de droits de vote au sein du Fonds monétaire international (FMI), les BRICS+ ayant une quote-part cumulée de 18,61 %, contre 14,80 % pour les BRICS et 43,36 % pour les pays du G7. Les BRICS+ pourraient néanmoins former une minorité de blocage⁴ au sein du Conseil d'administration.

3 Les BRICS+ ont une volonté affichée de peser sur la reconfiguration du système monétaire international (SMI), mais avec une influence limitée à court terme

Une volonté affichée de peser sur la reconfiguration du SMI

Le projet de monnaie commune des BRICS, évoqué comme une piste envisagée en amont du sommet de Johannesburg, ne semble pas soutenu par une majorité des pays fondateurs et se heurterait à des difficultés liées, entre autres, à la faible intégration commerciale et à l'hétérogénéité économique de ces pays.

Plutôt qu'une monnaie commune, les BRICS+ aspirent à réduire la dépendance au dollar américain au moyen d'un renforcement de l'utilisation des monnaies locales dans la facturation des échanges et les flux financiers. La déclaration de Johannesburg rappelle cette intention (paragraphe 44, « *We stress the importance of encouraging the use of local currencies in international trade and financial transactions between BRICS as well as their trading partners.* »). Ce mouvement, selon son ampleur, pourrait affecter la configuration du SMI, et en particulier le poids du dollar américain dans les échanges mondiaux.

L'élargissement des BRICS ne s'est en revanche pas traduit, à ce stade, par de nouvelles adhésions aux structures financières historiquement adossées au groupe – et

⁴ Le seuil de la minorité de blocage est fixé à 15 % des droits de vote.



chargées de participer à la reconfiguration du SMI. Parmi les cinq pays qui ont rejoint les BRICS, seuls deux ont souscrit au capital de la *New Development Bank* (NDB, cf. encadré 3), dont l'actionnariat est théoriquement ouvert à tous les membres des Nations unies : l'Égypte pour 2,27% du capital et les Émirats arabes unis pour 1,06%. Par ailleurs, le *Contingent Reserve Agreement* (CRA),

concerne toujours uniquement les cinq pays fondateurs des BRICS. Ce mécanisme est destiné à mutualiser des réserves de change issues des BRICS pour un montant total de 100 milliards de dollars américains – relativement modeste au regard du filet de sécurité mondial (*global financial safety net* – GFSN) – ; et à fournir des liquidités d'urgence aux pays fortement endettés.

ENCADRÉ 3

La NDB (*New Development Bank*) ou la « banque des BRICS »

Créée en juillet 2015 lors du septième sommet des BRICS par la Chine, le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud, la NDB a ensuite admis comme nouveaux membres le Bangladesh et les Émirats arabes unis en 2021, et l'Égypte en 2023. L'Uruguay est membre prospectif.

Avec un capital à 52,7 milliards de dollars américains à fin 2022, la NDB est de taille relativement modeste au sein du paysage des banques multilatérales de développement¹ (cf. graphique). Les statuts de la NDB prévoient que le capital total autorisé puisse augmenter jusqu'à 100 milliards de dollars américains, mais qu'au moins 55% des droits de vote totaux reviennent aux États membres fondateurs. La NDB se distingue également des autres banques multilatérales de développement (BMD) par des montants annuels d'engagements relativement modérés à ce stade (en moyenne près de 5 milliards de dollars américains depuis le début de ses opérations en 2016 jusqu'à 2021, contre 14 à 25 milliards pour les BMD plus établies).

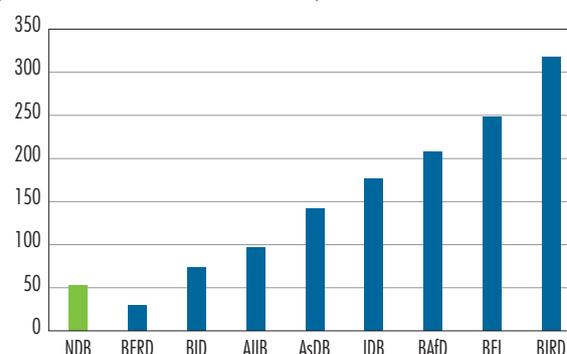
Malgré sa taille limitée, la NDB s'est imposée comme un membre à part entière du groupe des BMD avec lesquelles elle partage un certain nombre de caractéristiques : un mandat en faveur du soutien aux infrastructures et au développement durable, une notation de crédit dans la catégorie AA (Fitch)/AA+ (Standard & Poor's) soit un niveau supérieur à celui de l'ensemble de ses actionnaires, même si légèrement inférieur à celui des autres BMD, et une adhésion aux principes communs des BMD pour l'alignement de leurs opérations sur l'Accord de Paris.

Pour autant, le fonctionnement de la NDB reste relativement opaque et en contradiction avec ses ambitions de fonctionner de manière plus innovante que les BMD traditionnelles. En particulier, la part des financements en monnaie locale accordés aux pays récipiendaires reste largement minoritaire. Elle s'établissait à 23% des financements cumulés à fin décembre 2021 (dont 80% en renminbi et 19% en rand sud-africain).

.../...

Capital bancaire souscrit

(en milliards de dollars américains)



| | | | |
|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|----------------------------------------------------------------------------------|
| NDB | <i>New Development Bank</i> | IDB | <i>Inter-American Development Bank</i> , Banque interaméricaine de développement |
| BERD | Banque européenne pour la reconstruction et le développement | BAfD | Banque africaine de développement |
| BID | Banque islamique de développement | BEI | Banque européenne d'investissement |
| AIIB | <i>Asian Infrastructure Investment Bank</i> , Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures | BIRD | Banque internationale pour la reconstruction et le développement. |
| AsDB | <i>Asian Development Bank</i> , Banque asiatique de développement | | |

Sources : Rapports annuels des banques multilatérales de développement citées (valeurs les plus récentes, soit : 2023 pour NDB et BIRD ; 2022 pour BERD, BID, AIIB, AsDB, IDB, BAfD et BEI).



Avec l'élargissement des BRICS aux BRICS+, se pose la question du rôle que pourrait jouer la NDB en faveur d'un déplacement du centre de gravité du système monétaire et financier. **L'entrée de nouveaux membres, tels que l'Arabie saoudite, dans la NDB pourrait plaider pour une force de frappe financière accrue même si, à ce stade, la NDB semble fonctionner essentiellement au bénéfice de ses membres fondateurs en matière de représentation et de volumes de financement.**

Enfin, la capacité de la NDB à concurrencer la place des autres BMD au sein du filet de sécurité mondial (*global financial safety net* – GFSN) reste limitée du fait de ses instruments et de son actionnariat. La NDB a fait le choix d'octroyer principalement des prêts pour des projets d'investissement, et de ne pas faire de soutien budgétaire adossé à des réformes de politique publique ou des conditionnalités. Ce type de financements est typiquement décaissé sur plusieurs années et limite la capacité de la NDB à intervenir rapidement et dans des montants importants en cas de crise. Par ailleurs, sa capacité de prêt est étroitement liée à sa capacité à émettre des obligations sur les marchés internationaux à des *spreads* raisonnables. Du fait de son actionnariat, sa force de frappe financière semble particulièrement vulnérable au risque géopolitique.

1 Liste des BMD retenues pour la comparaison : Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), Banque asiatique de développement (AsDB – *Asian Development Bank*), Banque africaine de développement (BAfD), Banque interaméricaine de développement (IDB – *Inter-American Development Bank*), Banque islamique de développement (BID), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Banque européenne d'investissement (BEI), Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB – *Asian Infrastructure Investment Bank*).

Une influence sans doute modérée sur l'équilibre des monnaies

Compte tenu de la faible intégration commerciale entre les BRICS+, la dédollarisation des échanges commerciaux entre les pays des BRICS+ n'affecterait pas substantiellement l'importance du dollar américain (USD) dans la facturation des échanges mondiaux. Les données

concernant la monnaie de facturation entre les différents pays étant néanmoins très limitées, l'estimation d'une éventuelle dédollarisation des échanges doit être interprétée avec précaution. Sous les hypothèses que i) 55,6 % des échanges commerciaux mondiaux sont facturés en dollars américains (Boz *et al.*, 2022) et ii) les échanges entre les pays des BRICS+ s'effectuent aujourd'hui intégralement en dollars américains, la dédollarisation de la

T4 Impact de la dédollarisation des échanges entre BRICS+

(montant en milliards de dollars américains, part en % et impact en points de pourcentage)

| | | Montant exportations | | Scénario maximaliste (en dollar américain) | Scénario de référence (en dollar américain) | (en euro) |
|----------------------------------|--------------|----------------------|---------|-----------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------|
| Avant dédollarisation | Monde | 21 093 | Montant | 11 726 | 11 726 | 6 961 |
| | | | Part | 55,6 | 55,6 | 33,0 |
| | Entre BRICS+ | 817,6 | Montant | 774 | 486 | 160 |
| | | | Part | 100,0 | 62,8 | 20,7 |
| Après dédollarisation | Monde | 21 093 | Montant | 10 952 | 11 241 | 6 801 |
| | | | Part | 51,9 | 53,3 | 32,2 |
| Impact sur le poids des monnaies | | | | - 3,7 | - 2,3 | - 0,8 |

Notes : Le tableau présente deux scénarios d'impact de la dédollarisation des exportations entre les BRICS+ sur le poids du dollar américain dans le total des exportations mondiales. Le montant des exportations correspond aux données de 2021. Les données sur la facturation des échanges en différentes monnaies correspondent à la moyenne des deux dernières années disponibles dans Boz *et al.* (2022). En l'absence de données pour certains pays (Éthiopie et Iran), nous avons imputé la moyenne globale dans Boz *et al.* (2022). Pour la Chine, nous nous sommes basés sur des données provenant de la PBoC (*People's Bank of China*, Banque populaire de Chine) et *National Bureau of Statistics of China* (NBS).

Les BRICS comprennent les pays suivants : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Les BRICS+ comprennent également l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite, l'Iran et les Émirats arabes unis.

Sources : *Trade Data Monitor*, *United Nations Comtrade* (base de données), Boz *et al.* (2022), Banque populaire de Chine et *National Bureau of Statistics of China* (NBS); calculs Banque de France.



totalité du commerce entre les BRICS+ entraînerait une baisse du poids du dollar dans les échanges mondiaux de près de 4 points de pourcentage (pp), à 51,9 % (cf. scénario maximaliste du tableau 4). Dans un scénario plus nuancé (dit de référence) où l'utilisation du dollar américain et de l'euro pour les échanges entre les pays des BRICS+ est estimée respectivement à 62,8 % et 20,7 %, l'utilisation exclusive des monnaies locales pour le commerce entre ces pays entraînerait une baisse du poids du dollar et de l'euro de 2,3 pp et 0,8 pp respectivement (cf. scénario de référence du tableau 4).

Au-delà de la fonction de monnaie d'échange internationale, les conséquences de l'élargissement des BRICS sur

d'autres fonctions de l'utilisation du dollar au niveau international pourraient également être étudiées. En ce qui concerne l'utilisation du dollar comme monnaie de réserve, l'émergence d'une des monnaies des BRICS+, et plus spécifiquement du renminbi, comme monnaie pouvant concurrencer le dollar américain dans son rôle de monnaie dominante de réserves (ou l'euro dans sa deuxième position) semble difficile. L'élargissement des BRICS aux BRICS+ n'est pas de nature à éliminer les freins existants à l'acquisition d'actifs libellés en renminbi par les investisseurs institutionnels, à savoir l'importance des contrôles de capitaux appliqués par les autorités chinoises, les risques financiers et l'opacité des agents économiques chinois, et enfin l'étroitesse du marché d'obligations sûres.



Bibliographie

Arthur (J.), Grieco (F.) et Paul (Q.) (2023)

« Gestion des biens publics mondiaux et nouvelles formes de multilatéralisme », *Revue d'économie financière*, n° 151, Association Europe Finances Régulations, mars, p. 111-128.

Bailey (M.), Strezhnev (A.) et Voeten (E.) (2017)

« Estimating dynamic state preferences from United Nations voting data », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 61, n° 2, février, p. 430-456.

Bolhuis (M. A.), Chen (J.) et Kett (B. R.) (2023)

« Fragmentation in Global Trade: Accounting for Commodities », *IMF Working Paper*, mars.

Boz (E.), Casas (C.), Georgiadis (G.) et Gopinath (G.) (2022)

« Patterns of Invoicing Currency in Global Trade: New Evidence », *Journal of International Economics*, vol. 136, mai, p. 1-16.

BRICS (2023)

« Déclaration de Johannesburg II – Les BRICS et l’Afrique : Partenariat pour une croissance mutuellement accélérée, un développement durable et un multilatéralisme inclusif », XV^e Sommet de Johannesburg, 23 août.

Fonds monétaire international – FMI (2023a)

Perspectives de l'économie mondiale, chapitre 4, « Geoeconomic Fragmentation And Foreign Direct Investment », avril.

FMI (2023b)

Rapport sur la stabilité financière dans le monde, chapitre 3, « Geopolitics And Financial Fragmentation : Implications For Macro-Financial Stability », avril.

Javorcik (B. S.), Kitzmuller (L.), Schweiger (H.), Yildirim (M. A.) (2023)

« Economic costs of friend-shoring », *CID Working Paper*, Harvard University, mai.

Myers (N.), Mittermeier (R. A.), Mittermeier (C. G.), da Fonseca (G. A.) et Kent (J.) (2000)

« Biodiversity hotspots for conservation priorities », *Nature*, n° 403, février, p. 853-858.

O'Neill (J.) (2001)

« Building Better Global Economic BRICs », *Global Economics Paper*, n° 66, Goldman Sachs, novembre, 16 p.

Voeten (E.), Strezhnev (A.) et Bailey (M.) (2009, mise à jour 2023)

« United Nations General Assembly Voting Data », *Harvard Dataverse*, vol. 31, base de données en ligne sur le site : <https://dataverse.harvard.edu/>.



Annexe 1

Part en 2020 des BRICS+ dans la production mondiale
(extraction et transformation) de matières premières critiques,
notamment pour la transition écologique

| Matières premières | Principaux producteurs mondiaux | Part dans la production mondiale (en%) | Utilisations sélectionnées |
|--------------------|----------------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Antimoine | Chine | 74 | Retardateurs de flamme Applications dans le domaine de la défense Batteries plomb-acide |
| | Tadjikistan | 8 | |
| | Russie | 4 | |
| Baryte | Chine | 38 | Applications médicales Radioprotection Applications chimiques |
| | Inde | 12 | |
| | Maroc | 10 | |
| Bauxite | Australie | 28 | Production d'aluminium |
| | Chine | 20 | |
| | Brésil | 13 | |
| Béryllium | États-Unis | 88 | Équipements électroniques et de communication Composants pour les secteurs de l'automobile, de l'aérospatial et de la défense |
| | Chine | 8 | |
| | Madagascar | 2 | |
| Bismuth | Chine | 85 | Industries pharmaceutiques et de l'alimentation animale Applications médicales Alliages à bas point de fusion |
| | Laos | 7 | |
| | Mexique | 4 | |
| Borate | Turquie | 42 | Verre à haute performance Engrais Aimants permanents |
| | États-Unis | 24 | |
| | Chili | 11 | |
| Cobalt | République démocratique du Congo | 59 | Batteries Superalliages Catalyseurs Aimants |
| | Chine | 7 | |
| | Canada | 5 | |
| Charbon à coke | Chine | 55 | Coke pour l'acier Fibres de carbone Électrodes de batterie |
| | Australie | 16 | |
| | Russie | 7 | |
| Spath fluor | Chine | 65 | Fabrication de l'acier et sidérurgie Réfrigération et climatisation Fabrication d'aluminium et autres produits métallurgiques |
| | Mexique | 15 | |
| | Mongolie | 5 | |
| Gallium | Chine | 80 | Semi-conducteurs Cellules photovoltaïques |
| | Allemagne | 8 | |
| | Ukraine | 5 | |
| Germanium | Chine | 80 | Fibre optique et optique infrarouge Cellules solaires pour satellites Catalyseurs de polymérisation |
| | Finlande | 10 | |
| | Russie | 5 | |
| Hafnium | France | 49 | Superalliages Barres de contrôle (nucléaire) Céramiques réfractaires |
| | États-Unis | 44 | |
| | Russie | 3 | |
| Indium | Chine | 48 | Écrans plats Cellules photovoltaïques et photoniques Soudures |
| | République de Corée | 21 | |
| | Japon | 8 | |
| Lithium | Chili | 44 | Batteries Verre et céramique Métallurgie de l'acier et de l'aluminium |
| | Chine | 39 | |
| | Argentine | 13 | |
| Magnésium | Chine | 89 | Alliages légers pour les secteurs de l'automobile, de l'électronique, du conditionnement ou de la construction Agent de désulfuration dans la fabrication de l'acier |
| | États-Unis | 4 | |
| Graphite naturel | Chine | 69 | Batteries Réfractaires pour la fabrication de l'acier |
| | Inde | 12 | |
| | Brésil | 8 | |

.../...



| Matières premières | Principaux producteurs mondiaux | Part dans la production mondiale (en %) | Utilisations sélectionnées |
|------------------------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Caoutchouc naturel | Thaïlande | 33 | Pneus Composants en caoutchouc pour machines et articles ménagers |
| | Indonésie | 24 | |
| | Viêt Nam | 7 | |
| Niobium | Brésil | 92 | Acier à haute résistance et superalliages pour les secteurs des transports et des infrastructures Applications de haute technologie (condensateurs, aimants supraconducteurs, etc.) |
| | Canada | 8 | |
| Phosphate naturel | Chine | 48 | Engrais minéral Composés phosphorés |
| | Maroc | 11 | |
| | États-Unis | 10 | |
| Phosphore | Chine | 74 | Applications chimiques Applications dans le domaine de la défense |
| | Kazakhstan | 9 | |
| | Viêt Nam | 9 | |
| Scandium | Chine | 66 | Piles à combustible à oxyde solide Alliages légers |
| | Russie | 26 | |
| | Ukraine | 7 | |
| Silicium métal | Chine | 66 | Semi-conducteurs Photovoltaïque Composants électroniques Silicones |
| | États-Unis | 8 | |
| | Norvège | 6 | |
| | France | 4 | |
| Strontium | Espagne | 31 | Aimants en céramique Alliages d'aluminium Applications médicales Pyrotechnie |
| | République islamique d'Iran | 30 | |
| | Chine | 19 | |
| | | | |
| Tantale | République démocratique du Congo | 33 | Condensateurs pour appareils électroniques Superalliages |
| | Rwanda | 28 | |
| | Brésil | 9 | |
| Titane ^{a)} | Chine | 45 | Alliages légers à haute résistance pour les secteurs de l'aéronautique, de l'aérospatial et de la défense (par exemple) Applications médicales |
| | Russie | 22 | |
| | Japon | 22 | |
| Tungstène ^{b)} | Chine | 69 | Alliages pour les secteurs de l'aéronautique, de l'aérospatial, de la défense et des technologies électriques (par exemple) Outils de broyage, de coupe et d'exploitation minière |
| | Viêt Nam | 7 | |
| | États-Unis | 6 | |
| | Autriche | 1 | |
| | Allemagne | 1 | |
| Vanadium ^{c)} | Chine | 55 | Alliages à haute résistance et à faible teneur pour les secteurs de l'aéronautique, de l'aérospatial et des réacteurs nucléaires (par exemple) Catalyseurs chimiques |
| | Afrique du Sud | 22 | |
| | Russie | 19 | |
| Platinoïdes ^{d)} | Afrique du Sud – iridium, platine, rhodium, ruthénium | 84 | Catalyseurs chimiques et automobiles Piles à combustible Applications électroniques |
| | Russie – palladium | 40 | |
| | | | |
| Terres rares lourdes ^{e)} | Chine | 86 | Aimants permanents pour les moteurs électriques et les générateurs d'électricité Produits phosphorescents Catalyseurs Batteries Verre et céramique |
| | Australie | 6 | |
| | États-Unis | 2 | |

a) Pour le titane spongieux, il n'existe pas de codes commerciaux disponibles pour l'Union européenne (UE).

b) La répartition des fonderies et affinerie de tungstène a été utilisée comme indicateur de la concentration de la production. Les données sur les échanges commerciaux ne sont pas entièrement disponibles pour des raisons de confidentialité commerciale.

c) La dépendance de l'UE à l'égard des importations ne peut être calculée pour le vanadium, étant donné qu'il n'existe pas de production ni d'échanges de minerais ou concentrés de vanadium dans l'UE.

d) Les données sur les échanges commerciaux comprennent le métal issu de toutes les sources, tant primaires que secondaires. Il n'a pas été possible de déterminer la source et les contributions relatives des matières primaires et secondaires.

e) La production mondiale fait référence aux concentrés d'oxydes de terres rares pour les terres rares légères et lourdes.

Source : Commission européenne.



Annexe 2

Accords commerciaux régionaux entre pays BRICS+

| Accord | Entrée en vigueur | Type d'accord | Paires de pays |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|---------------|-------------------------------------------------------------|
| Protocole concernant les négociations commerciales (PNC) | 1973 | APP | Brésil/Égypte |
| Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC) ^{a)} | 1989 | APP | Brésil/Égypte Brésil/Inde Égypte/Inde |
| Grande zone arabe de libre-échange | 1998 | ALE | Égypte/Arabie saoudite Égypte/EAU Arabie saoudite/EAU |
| Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa) – Adhésion de l'Égypte | 1999 | UD | Égypte/Éthiopie |
| Accord commercial Asie-Pacifique (APTA) – Adhésion de la Chine | 2002 | APP | Chine/Inde |
| Conseil de coopération du Golfe (CCG) | 2003 | ALE et AIE | Arabie saoudite/EAU |
| Mercosur – Inde | 2009 | APP | Brésil/Inde |
| Mercosur – Union douanière d'Afrique australe | 2016 | ALE et AIE | Brésil/Afrique du Sud |
| Mercosur – Égypte | 2017 | ALE | Brésil/Égypte |
| Union économique eurasiatique (UEEA) – Iran | 2019 | ALE | Russie/Iran |
| Inde – Émirats arabes unis | 2022 | ALE et AIE | Inde/EAU |

a) Les paires référencées n'incluent que les pays signataires du protocole issu du troisième cycle de négociation du SGPC (dit protocole de São Paulo), phase la plus avancée de l'accord commercial régional (ACR).

Note : APP – accord de portée partielle, UD – union douanière, AIE – accord d'intégration économique, ALE – accord de libre-échange, EAU – Émirats arabes unis.

Source : Organisation mondiale du commerce, base de données sur les ACR.

Éditeur

Banque de France

Secrétaire de rédaction

Caroline Corcy

Directeur de la publication

Claude Piot

Réalisation

Studio Création

Direction de la Communication

Rédaction en chef

Céline Mistretta-Belna

ISSN 1952-4382

Pour vous abonner aux publications de la Banque de France

<https://www.banque-france.fr/fr/alertes/abonnements>

